

« En marche » vers.... la prison libérale

Par Patrick le Hyaric

Certes il n'est pas encore relié, chapitré ou imprimé mais le programme de M. Macron et des forces qui l'entourent existe bel et bien. Tout est écrit dans les notes de France stratégie, dans les rapports Attali ou Jouyet/Lévy qui recommande « *de traiter économiquement le capital humain* ». Celui qui veut détruire ce qu'ils appellent « les rentes », depuis tous les conquies sociaux jusqu'aux droits d'auteurs, n'a pas caché à Lyon qu'il voulait encore exonérer le capital de ses devoirs de rémunération du travail et de financement de la sécurité sociale.

Déjà, dans une précédente déclaration, il expliquait que « *l'Etat doit continuer à donner plus de souplesse au marché du travail* », après dix-sept contre-réformes pour le « flexibiliser » sans que le chômage ne recule, bien au contraire. « *Toute autre politique est un mirage* » s'était-il déjà écrié. Voilà qui est clair. Le programme caché est simple et peu original : amplifier les contre-réformes libérales des deux derniers quinquennats en s'émancipant des contradictions qui agitent la famille socialiste.

Les discours du candidat qui se revendique « *et de gauche et de droite* », comme le faisait il y a déjà bien longtemps M. Lecanuet, entassent lieux communs et lapalissades en usant d'un vocabulaire algorithmique et interchangeable selon les auditoires. Ils ont pour fonction précise de masquer la cohérence d'un programme violemment libéral. Enfiler les évidences comme des perles permet de ne pas affronter le débat politique, social, économique, écologique, culturel, démocratique. Du même coup, se trouve camouflée l'opposition qui s'exacerbe entre le capital et le travail au profit d'une opposition fantasmée et dangereuse entre prétendus modernes et archaïques.

Sa candidature est celle qui, aujourd'hui, répond le mieux aux objectifs du capitalisme mondialisé et financiarisé qui souhaite s'affranchir du pouvoir des citoyens et des travailleurs comme de la politique pour imposer directement ses vues à l'ensemble de la société.

Face à la crise qui n'arrête pas de secouer l'économie mondiale, il leur faut impérativement extorquer une plus-value de plus en plus rare. Les ressources naturelles s'amenuisent et leur prédation fait courir des risques majeurs à la planète. Quant au salariat, il progresse partout et avec lui les revendications sociales et salariales. Il faut donc impérativement mettre de l'huile dans les rouages de la machine folle et se serrer les coudes pour dégager de nouvelles marges de profit en s'attaquant au droit du travail, aux richesses socialisées et à la propriété publique. Le bouleversement induit par le numérique devient prétexte à dissocier le travail de la richesse produite, quand il pourrait être mis au service d'une nouvelle conception du travail humain, de la réduction du temps de travail, de la transition écologique de nos modes de productions. Autant de choix qui permettraient de créer massivement de nouveaux emplois.

Ce capitalisme rechigne à faire vivre le compromis désormais trop coûteux qui lui fut imposé par les luttes ouvrières et salariales. Cette contre-offensive est en gestation depuis des années dans les différents clubs et rapports, repris dans la vulgate médiatique, visant à adapter la France à une construction européenne mise au seul service de la loi de l'argent.

Ce phénomène est mondial, à l'image de la globalisation capitaliste. Il existe un point commun entre M. Trump, M. Fillon ou M. Macron. Tous ont déjà mis ou envisagent de mettre aux commandes de l'Etat et à la tête des ministères des hommes issus de l'oligarchie capitaliste maquillés en personnalités dites de « la société civile » quand, jusqu'ici s'affirmait malgré tout la nécessité d'un compromis entre les élus issus du suffrage universel et les exigences des oligarques. « *Être élu est un cursus d'un ancien temps* » a d'ailleurs déclaré M. Macron avec d'autant plus d'aplomb qu'il ne l'a jamais été !

Il s'agit au fond de mettre au pas cadencé de la mondialisation capitaliste les Etats-Nations et leurs colossaux moyens d'action. C'est la copie de « l'ordo-libéralisme », à l'allemande, un ultra-libéralisme dans lequel la puissance publique n'est plus garante de l'égalité sociale et politique mais de la mise en concurrence de tous contre tous. C'est le modèle des taxis Uber ou des cars chargés de porter des coups au service public des transports. La promotion de l'extrême droite lepéniste sur fond de décomposition politique vient à point pour faire accepter ce projet au nom du moindre mal.

Cette violente offensive réclame une gauche à la hauteur. Elle doit s'attacher à réhabiliter l'engagement social, citoyen, culturel, associatif et la politique comme manifestation de la souveraineté populaire. Cela suppose de placer une puissance publique démocratisée, décentralisée et émancipée de la finance et du marché capitaliste au cœur des choix économiques fondamentaux, dans le secteur bancaire et industriel comme pour assurer la transition écologique. Sans cet effort, le capitalisme débridé continuera sa course folle en détruisant l'environnement comme les droits sociaux et démocratiques, alimentant encore plus la crise de la politique dont se nourrit l'extrême droite. Le sursaut et l'unité nous appellent !